

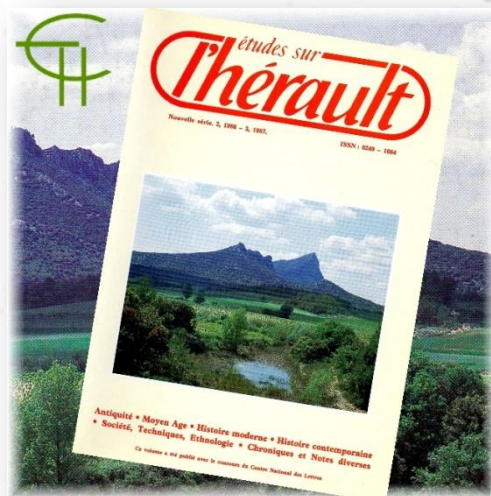
**Article : Le mouvement ouvrier dans un département viticole,
l'Hérault durant l'entre-deux-guerres**



Auteur (s) :Jean SAGNES

Nombre de pages : 3

Année de parution : 1987



Le mouvement ouvrier dans un département viticole, l'Hérault durant l'entre-deux-guerres

par Jean Sagnes

Exposé de soutenance de thèse de doctorat d'État, université de Paris VIII, 26 novembre 1983.

Jury : MM. P. BARRAL, J. BOUVIER, G. CHOLVY, R. DELOR T, J. MAURIN, C. WILLARD.

Lorsque j'ai commencé cette recherche sur le mouvement ouvrier héraultais durant l'entre-deux-guerres, le sujet n'était pas nouveau pour moi. J'avais en effet abordé cette question dans des études antérieures notamment pour la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle⁽¹⁾.

Mais la période de l'entre-deux-guerres me paraissait présenter un intérêt particulier. C'est en effet l'âge adulte du mouvement ouvrier syndical et politique dans le département. Durant cette période, l'Hérault est un des tout premiers départements français pour les taux de syndicalisation, pour le nombre de grèves et pour l'importance des suffrages socialistes.

De plus, ce département occupe dans l'ensemble français une place spécifique au niveau économique. C'est le premier département français pour la production de vin. Et cette viticulture, nous savons, comme l'a dit au début du siècle Michel Augé-Laribé, qu'elle est « industrielle »⁽²⁾. D'où le titre choisi pour cette thèse : « Le mouvement ouvrier dans un département viticole ».

Le travail que je présente aujourd'hui est donc une étude départementale et je voudrais en justifier les limites géographiques et les limites chronologiques.

Il me paraît d'abord que, pour la période contemporaine, et en particulier pour le XX^e siècle, le cadre départemental est, avec le cadre national, celui qui a la plus forte unité. La vie politique et la vie syndicale se déroulent pour l'essentiel à l'intérieur de ce cadre départemental. Les acteurs et les témoins des combats politiques et syndicaux ressentent eux-mêmes fortement cette unité. Il est une deuxième raison, qui est la richesse de la matière. Les sources sont ici très abondantes aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine syndical. Dans ces conditions, choisir un cadre régional plus vaste m'aurait inévitablement conduit à une étude beaucoup moins fouillée que celle que je jugeais indispensable d'entreprendre.

Qu'en est-il des limites chronologiques, comprises entre les scissions de 1920-1921 et la déclaration de guerre de septembre 1939 ? Aurait-il fallu étendre cette étude dans le temps ? Fallait-il aller au-delà de 1939 et englober par exemple la IV^e République ? Je n'ai pas cru devoir le faire, non seulement en raison de la richesse de la matière déjà évoquée pour l'entre-deux-guerres, mais aussi parce que cela m'aurait amené à étudier la place des organisations ouvrières dans la Résistance et par là à aborder un thème qui aurait inévitablement affaibli l'unité de mon étude réalisée durant une période de paix civile.

Il n'était pas question par ailleurs de remonter avant 1920 car j'avais déjà écrit sur cette période antérieure aux scissions et je n'ai pas cru devoir me répéter.

Le choix des protagonistes n'a pas fait problème : au niveau politique, il s'agit ici du parti socialiste S.F.I.O. et du parti communiste, au niveau syndical, de la C.G.T., de la C.G.T.U. et, à partir de 1936, de la C.F.T.C.⁽³⁾.

Les sources de cette histoire, je l'ai dit, sont variées et abondantes. Les sources manuscrites les plus riches ont été celles de la série M des archives départementales. Les dossiers de cette série concernent les élections législatives, cantonales, municipales, les conflits du travail, les syndicats et les bourses du travail, l'évolution du coût de la vie. Un problème s'est posé, celui de l'absence de classement des papiers de la préfecture concernant les rapports de police et les rapports du préfet au gouvernement. Cependant, grâce à la compréhension du conservateur en chef des archives de l'Hérault, j'ai pu consulter les liasses ayant subi un pré classement.

Les ressources des archives nationales se sont révélées fort inégales. Toujours intéressantes concernant le P.C. et la C.G.T.U., organisations faisant l'objet d'une surveillance policière particulière, elles ont été beaucoup plus décevantes pour la S.F.I.O. et la C.G.T.

Parmi les archives privées, les microfilms du fonds français de la III^e Internationale, que j'ai pu consulter à l'Institut de recherches marxistes à Paris, m'ont permis de combler les insuffisances de la presse communiste. Pour cette période, les renseignements statistiques ne manquent pas avec notamment les résultats électoraux et la statistique annuelle des grèves imprimée jusqu'en 1935 mais dont les fiches préparatoires se trouvent aux archives départementales jusqu'à la guerre.

D'autres sources imprimées sont irremplaçables comme les comptes-rendus des congrès de la S.F.I.O. et du P.C.F., de la C.G.T., de la C.G.T.U. et de la C.F.T.C.

Mais la source essentielle de mon travail a été la presse : presse quotidienne, presse hebdomadaire, presse mensuelle. J'ai dépouillé systématique-

ment tous les journaux socialistes, communistes et syndicalistes de l'Hérault et du Languedoc lorsque le département était impliqué. Fréquemment, je me suis reporté à la presse nationale et à la presse régionale ouvrière.

Parmi les sources imprimées, il faut signaler également les procès-verbaux de délibération du conseil général et surtout le Journal Officiel, aussi bien la série des débats parlementaires que la série des Décrets et Lois.

Restaient les témoignages des acteurs eux-mêmes. Certains d'entre eux et non des moindres avaient eu la bonne idée de publier leurs mémoires⁽⁴⁾. D'autres ont eu l'amabilité de répondre par écrit à mes questions⁽⁵⁾. D'autres enfin se sont prêtés de bonne grâce au rituel de l'interview⁽⁶⁾. La quête des témoignages oraux a certainement été un des aspects les plus passionnants du travail entrepris. J'ai ainsi interviewé plusieurs dizaines de personnes ayant joué un rôle dans le mouvement ouvrier politique et syndical de l'entre-deux-guerres. Ces témoignages m'ont ouvert des perspectives de recherche dans les domaines les plus divers. Lorsque ces interviews étaient faites avant le travail aux archives ou sur la presse, elles me familiarisaient avec le sujet. Réalisées, au contraire, après le travail aux archives ou sur la presse, elles permettaient presque toujours d'éclairer une obscurité, de préciser tel ou tel point.

Ces interviews ont eu lieu pour l'essentiel entre 1973 et 1983 et je dois signaler que le tiers des personnes interviewées a disparu depuis ces entretiens.

Comment traiter ces sources ? Un premier écueil est aussitôt apparu : le danger toujours présent de privilégier tel et tel courant parce que les sources sont elles-mêmes plus fournies à leur endroit. Il est un fait, par exemple, que le mouvement ouvrier de Montpellier a fait l'objet d'une surveillance policière plus attentive que celui de Béziers ou de Sète parce que Montpellier est le chef-lieu du département. Or, les organisations montpelliéraines ne sont pas les plus actives de l'Hérault. Il convenait donc d'être attentif à cette situation.

D'une façon certainement trop sommaire, on peut dire que les documents rassemblés étaient de deux sortes : documents statistiques comme les résultats électoraux, le nombre de grèves et de grévistes, le nombre d'adhérents aux organisations et documents descriptifs constitués par des analyses, des rapports, des relations d'événements.

Je me suis efforcé d'utiliser la méthode statistique au maximum en évitant de généraliser à partir d'un fait isolé mais en portant attention aux exemples concrets et en particulier à la démarche des hommes. Je me suis efforcé également de comprendre de l'intérieur le comportement des protagonistes en ayant au maximum recours aux textes.

Il ne saurait être question ici de résumer mon travail. Je voudrais simplement regrouper un certain nombre de remarques autour de 3 grands thèmes, celui des filiations, celui de l'action, celui de l'implantation. Au niveau des filiations, on peut suivre pour chaque organisation une évolution qui témoigne de la continuité de son comportement par rapport à la période antérieure à 1920. En même temps, à des dates variables, pour chacune d'entre-elles, ces organisations connaissent un important renouvellement dans leur idéologie et dans leur pratique.

- Première organisation par ordre d'importance, le parti socialiste S.F.I.O. La fédération socialiste conserve ici l'essentiel des cadres et des élus d'avant la scission. Comme avant 1914, durant l'entre-deux-guerres, les socialistes héraultais se montrent partisans d'un socialisme évolutionniste, adversaires de la révolution et se font les champions de la défense viticole c'est-à-dire essentiellement des propriétaires viticoles. Ce pragmatisme leur réussit puisqu'ils recueillent 36 % des voix par rapport aux inscrits en 1932.

Toutefois, par ses adhérents, par ses électeurs, la S.F.I.O. fait partie intégrante du mouvement ouvrier héraultais.

Après 1933 cependant, le parti socialiste connaît un renouvellement interne essentiel du fait de la scission des néo-socialistes. Un tiers des adhérents et 40 % des électeurs abandonnent le parti en compagnie des dirigeants de la décennie précédente. La nouvelle direction entend rompre avec la pratique quotidienne de la fédération d'avant 1933, notamment en matière viticole et elle défend le projet novateur mais peu populaire d'Office national du vin. Elle est plus attentive aux problèmes ouvriers. Cependant elle demeure méfiante à l'égard du communisme, s'engage résolument, à partir de 1936 surtout, dans la voie du pacifisme extérieur et opère à la veille de la guerre un retour à l'anticléricalisme.

C'est pourquoi, le parti qui incarne après 1933 la continuité du socialisme S.F.I.O. des années 1920-1930 est le parti socialiste de France né de la scission née. Ici, les néo-socialistes n'ont que peu de sympathie pour Marcel Déat. Ils entrent sans ambiguïté dans le Front populaire.

Le parti communiste à l'état naissant se veut avant tout un parti différent du parti socialiste S.F.I.O. dont les communistes réprovent la confiance,



Un homme politique socialiste Jean Félix.

Maire d'Agde (1919-1944), conseiller général de Capestang (1928-1934), député de l'Hérault (1919-1928 et 1932-1936), Jean Félix né et mort à Agde (1885-1968) fut une des personnalités les plus en vue de la fédération socialiste S.F.I.O. de 1912 à 1933. Exclu de la S.F.I.O. en 1934, il alla rejoindre les néo-socialistes au sein du parti socialiste de France dont il devint le secrétaire fédéral. Après avoir appartenu sous la IV^e République à l'U.D.S.R., il revint à la S.F.I.O. à la fin de sa vie.

excessive à leur sens, dans l'action parlementaire. Aussi trouvent-ils tout naturellement un modèle de comportement dans le socialisme de la gauche de la S.F.I.O. d'avant 1914.

Le renouvellement intervient chez les communistes dès 1925 avec la bolchevisation qui prend quelquefois ici la forme d'un retour au syndicalisme révolutionnaire. De nouveaux cadres ouvriers surgissent. En même temps, les communistes héraultais ont pleinement conscience d'appartenir à un grand parti international. Ils font de gros efforts pour s'implanter parmi les ouvriers et les exclus des droits civiques (étrangers, femmes, jeunes) et pour la formation doctrinale des jeunes ouvriers.

Si le modèle du P.C. est le parti bolchevik, l'anti-modèle est le parti socialiste. Le P.C. est le parti de l'intransigeance théorique et pratique, un parti qui se veut en toutes circonstances le parti de la classe ouvrière. C'est de ce point de vue qu'il examine toutes les questions et notamment la question viticole.

La seconde date importante pour l'histoire du parti communiste est celle des années du Front populaire. La chose n'est pas spécifique au département mais il est intéressant de suivre les efforts communistes pour sortir le parti de son isolement et se rapprocher des socialistes, ainsi que des autres partis de gauche et des catholiques, notamment de 1936 à 1938. Au plan syndical, coexistent les trois principales formes de syndicalisme du pays :

- ✓ le syndicalisme confédéré,
- ✓ le syndicalisme unitaire,
- ✓ le syndicalisme chrétien.

Le syndicalisme confédéré est ici majoritaire bien qu'en recul. C'est un syndicalisme d'employés, de salariés de petites entreprises, de mineurs et d'instituteurs. Il prend tout naturellement la suite du syndicalisme des années antérieures à 1920. Les syndicalistes confédérés pratiquent surtout un syndicalisme de présence notamment dans les commissions préfectorales. Le syndicalisme unitaire se place dans une autre perspective. Il entend recueillir l'héritage du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle encore vivace chez les ouvriers agricoles notamment. Il défend des revendications salariales particulièrement élaborées. Ses forces principales se situent chez les ouvriers agricoles. Enfin, à partir de sa réorganisation de 1926, il se confond de plus en plus avec le parti communiste dont il apparaît comme la branche syndicale.

Le syndicalisme chrétien est longtemps très peu influent dans une région aussi anticléricale que l'Hérault et dans une région où les cadres de l'Église s'intéressent relativement peu à la question sociale. L'impulsion décisive à lieu ici grâce à la Jeunesse ouvrière chrétienne au début des années trente puis sous le choc des grèves de 1936. Son originalité se marque notamment dans la recherche des revendications qualitatives.

Enfin, à partir de la fin de 1935, une nouvelle forme de syndicalisme apparaît avec la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Ce n'est plus le syndicalisme confédéré d'avant la réunification et ce n'est pas simplement le syndicalisme unitaire même si les unitaires sont majoritaires dans la nouvelle C.G.T. certainement dès 1937.

Le deuxième grand thème est celui de la diversité des actions du mouvement ouvrier héraultais.

Certes, qu'ils soient socialistes ou communistes, confédérés, unitaires ou chrétiens, les acteurs de cette histoire participent tous aux activités de propagande, aux élections et aux grèves.

Cependant, pour chacun de ces types d'action, leur comportement diffère notamment par la façon dont est conçu l'engagement et il est pour chaque catégorie de militants des terrains d'action privilégiés.

L'action des socialistes héraultais se déroule d'abord à la chambre des députés où leurs représentants sont particulièrement actifs en ce qui concerne la défense de la viticulture. Le député Édouard Barthe déploie à ce propos une action particulièrement efficace puisqu'il est à l'origine de l'accord national sur l'alcool en 1922, de la création du carburant national en 1924 et en grande partie du statut de la viticulture en 1931. Deuxième lieu privilégié de l'action socialiste : les conseils municipaux. Les socialistes administrent en effet un certain nombre de communes dont le chef lieu du département, Montpellier, de 1925 à 1929. Partout, leur gestion se traduit par une augmentation des dépenses d'assistance et d'hygiène, c'est-à-dire de dépenses qui bénéficient en priorité aux ouvriers et aux couches populaires.

On peut ajouter à cela une dimension internationale de l'action socialiste à la veille de la guerre lorsque le député de l'Hérault Fernand Roucaïrol remplit diverses missions pour son parti et pour l'Internationale socialiste en Angleterre et en Tchécoslovaquie.

L'action des communistes est d'une tonalité différente. D'une part, cette action est moins personnalisée même si l'on doit citer les noms d'Étienne Fajon ou de Raoul Calas qui vont jouer également un rôle national. D'autre part, les communistes agissent peu dans les assemblées pour la simple raison qu'ils en sont en général absents. Dans les deux municipalités qu'ils administrent à la fin de la période envisagée, leur action est du même type que celle des socialistes. Leur originalité est ailleurs. Ils témoignent d'abord d'une activité particulière dans la rue où, à plusieurs reprises, et malgré les interdictions, ils organisent des rassemblements de masse. C'est le cas à Béziers, à Montpellier, à Sète.

A l'époque du Front populaire, le P.C. n'a plus le monopole de pareilles manifestations mais il montre toujours dans ce domaine une meilleure aptitude que ses partenaires.

Il en est de même pour les actions de solidarité avec les républicains espagnols (passages d'armes et de volontaires internationaux) même si l'action la plus spectaculaire est le fait d'un militant socialiste, contre l'avis, il est vrai, de la fédération socialiste.

Le rôle des unitaires communistes dans le déclenchement des principales grèves doit être souligné. La chose est particulièrement évidente lors des grèves de 1936. Ils jouent alors le rôle de moteur dans le grand mouvement social du mois de juin. L'exemple de l'Hérault confirme donc tout à fait les études réalisées sur ce point dans d'autres régions de France comme dans le Nord-Pas-de-Calais ou à Billancourt chez Renault.

Enfin, j'ai fait une place particulière dans l'étude du Front populaire, à l'unité d'action à partir de 1934, à son développement, mais aussi à ses limites, sensibles surtout après 1936, à tel point que j'ai intitulé un chapitre : « Le Front populaire introuvable ». La mise en évidence de ces limites au niveau des communes et des entreprises permet de mieux mesurer la fragilité au plan national de cette alliance.

Troisième et dernier grand thème, celui de l'implantation des organisations politiques et syndicales.

L'implantation de ces organisations est inégale dans le département. Les organisations socialistes et communistes les plus nombreuses, les pourcentages de voix de ces partis les plus élevés se situent dans la partie occidentale du département, à l'ouest d'une ligne allant du bassin minier à la ville de Sète ainsi que dans la plaine littorale jusqu'au Lunellois. Il en est de même pour l'implantation syndicale et pour la fréquence des grèves.

Les cantons les plus favorables au mouvement ouvrier correspondent donc au Biterrois et à la bordure de l'Étang de Thau c'est-à-dire aux régions de plaine ou de piémont.

Au contraire la région orientale du département (c'est-à-dire le Lodévois, les garrigues montpelliéraines et la ville même de Montpellier) est moins favorable.



Motif central du drapeau du syndicat professionnel des ouvriers agricoles et terrassiers de Sérignan (dessiné par Joachim Juanola).

Ce motif exprime une symbolique simple, accessible à tous : le pays viticole (la grappe de raisins), la force que donne l'union dans le syndicalisme (mains jointes de l'employé à gauche et de l'ouvrier à droite), les intentions pacifiques affichées des syndiqués (double rameau d'olivier). Situation exceptionnelle en France, du début du siècle aux années 1950, les syndicats d'ouvriers agricoles de l'Hérault et même du Languedoc l'emportent nettement en dynamisme sur les organisations syndicales urbaines.

Comment expliquer cette opposition entre les deux parties du département ? Le 1^{er} facteur explicatif est fourni par la structure socioprofessionnelle. Dans les zones favorables, on note la présence de salariés (ouvriers de la vigne, ouvriers mineurs, métallurgistes de Fouga, ouvriers de l'industrie chimique des rives de l'étang de Thau). Cependant d'autres cantons, qui comptent un nombre important d'ouvriers du textile par exemple, sont moins favorables notamment en raison de l'influence des notables radicaux ou conservateurs. La présence des salariés n'est donc pas un facteur explicatif suffisant. Une autre catégorie sociale se montre également favorable au mouvement ouvrier en particulier sous sa forme socialiste. Il s'agit des petits propriétaires viticulteurs.

Second facteur : la faible pratique religieuse de ces cantons favorables. Il est vrai que, dans certains cantons, celle-ci peut favoriser également quelquefois le vote radical plutôt que le vote socialiste ou communiste. Mais d'une façon générale les communes les plus favorables au mouvement ouvrier sont celles qui sont le plus détachées de la religion catholique. Les rapports entre le confessionnel et le politique ne jouent pas de la même façon lorsqu'il s'agit des protestants dont la présence, après avoir été favorable aux radicaux, commence à s'exercer en faveur des socialistes.

Troisième facteur : les traditions politiques. Les partis ouvriers et les syndicats recueillent l'essentiel de l'héritage républicain « rouge » du département. En particulier, il faut souligner la similitude des cartes des suffrages socialistes et communistes et de la carte des victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.

Naturellement, il y a des différences entre l'implantation socialiste et l'implantation communiste, entre l'implantation confédérée et l'implantation unitaire.

D'une façon générale, communistes et unitaires sont mieux représentés dans les milieux d'ouvriers manuels mais il n'y a pas vraiment de différence de nature entre les deux types de militants ou d'électeurs.

Par contre, le syndicalisme chrétien représente un type à part géographiquement et socialement. Il est plus dispersé dans le département, il est plus féminin et moins ouvrier.

Les mines de houille de l'Hérault s'étendent au nord-ouest du département sur une vingtaine de kilomètres et une douzaine de communes sont directement intéressées par l'exploitation minière. Le syndicalisme ouvrier s'y organise dès les années 1890. Durant l'entre-deux-guerres et jusqu'à la réunification syndicale de 1935-1936, les mineurs se partagent entre la confédération générale du travail, majoritaire mais pratiquant surtout un syndicalisme de présence, et la confédération générale du travail unitaire plus active lors des conflits sociaux.



Au cœur du pays minier de l'Hérault : Graissessac.

Tout au long de cette étude, j'ai été amené à faire une place importante à la viticulture. Il s'agit, je l'ai souligné, d'une viticulture industrielle et à ce titre d'une activité favorable politiquement d'abord au radicalisme puis au socialisme et au communisme parce qu'elle signifie souvent abondance de main-d'œuvre salariée et urbanisation.

L'importance de cette activité dans l'économie du département a conduit les forces politiques et syndicales à lui accorder une attention particulière. Naturellement, on l'a vu, l'approche est différente selon les organisations. Mais c'est dans l'Hérault qu'ont été préparés les programmes viticoles des partis et des syndicats ouvriers au plan national.

Il est enfin un problème que j'ai tenu à aborder sans avoir la prétention ni la possibilité de le résoudre. Si l'Hérault est alors parmi les tous premiers départements français pour les grèves, la syndicalisation, le vote socialiste, il n'en est pas moins relativement peu industrialisé. Or il partage cette double particularité avec d'autres départements du midi occitan. Comment rendre compte de cette situation ? Faut-il expliquer ces attitudes protestataires par le rôle d'un « inconscient ethnique » qui déboucherait sur une attitude anti centraliste ? La problématique n'est pas nouvelle. Je pense que la question devait être posée car il y a là une perspective de recherche intéressante.

En étudiant l'idéologie et les pratiques des diverses composantes du mouvement ouvrier héraultais, j'ai été conduit à mettre l'accent soit sur les similitudes, soit sur les différences. La typologie des militants, effectuée à partir d'un certain nombre d'analyses de données, m'a permis de dresser le portrait du militant socialiste comme du militant communiste, du militant confédéré, unitaire ou chrétien (7). On remarque des différences selon le lieu de résidence, la profession, les risques encourus, la durée de l'engagement militant.

Cependant, j'ai noté également des motivations sociales et psychologiques communes à tous les courants de pensée et la volonté de promouvoir le monde ouvrier.

C'est pourquoi j'ai conclu mon étude, par-delà les différences voire les divergences dans les comportements des uns et des autres, sur l'unité du mouvement ouvrier dans ce département (8).

NOTES

1. Voir *Le mouvement ouvrier du Languedoc*, Privat, 1980, et *Le Midi rouge. Mythe et réalité*, Anthropos, 1982.
2. M. Augé-Laribé, *Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France*, Giard et Brière, 1907.
3. Les anarchistes n'ont pas fait l'objet d'une étude particulière en raison de leur faible nombre (quelques individus dans chacune des trois grandes villes) et de l'absence de sources les concernant.
4. Par exemple : R. Calas, *Souvenirs d'un condamné à mort*, Éditions sociales, 1976, E. Fajon, *Ma vie s'appelle liberté*, R. Laffont, 1976 et J. Moch, *Une si longue vie*, Paris, 1976.
5. C'est le cas, entre autres, de L. Gautrand, C. Gibert, G. Lefranc, F. Roucayrol.
6. Parmi eux : C. Alliés, V. Almadilla, P. Balmigère, J. Brudet, P. Caumette, J. et M. Domenech, J. Émile, E. Fabre, H. Galinier, J. Gleizes, P. Mioch, M. Morelly, F. Paul, M. Rivière, M. Sablayrolles, A. Solié, R. Soulaïrol, M. et C. Tregaro.
7. Ces analyses de données ont été réalisées à partir de 1 112 notices biographiques que j'ai rédigées pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, publié sous la direction de Jean Maitron, *Quatrième partie : 1914-1939, de la première à la seconde guerre mondiale*, Éditions ouvrières. Actuellement les tomes 16 à 28 (de A à FZ) sont parus. Les autres volumes (une vingtaine en tout) doivent paraître au rythme de 2 à 3 par an.
8. Cette thèse est éditée, en 1986, sous le titre *Politique et syndicalisme en Languedoc, l'Hérault durant l'entre-deux-guerres*, 524 pages et peut être commandée au service des publications de l'université Paul-Valéry, B.P. 5043, 34032 Montpellier Cedex (170 F).

Année de parution : 1987

AU SOMMAIRE DU VOLUME 1986-1987



J. *GUILAINE*, J. *COULAROU*, L'habitat néolithique de Roquemengarde à Saint-Pons de Mauchiens ;

R. *ARIS*, Notes sur l'histoire d'Agde ;

D. *GARCIA*, L'âge du Fer dans la Moyenne Vallée de l'Hérault ;

Jean-Luc *FICHES*, L'oppidum d'Ambrussum à Ville-telle ;

M. *FEUGERE*, A. F. *LAURENS*, M. G. *COLIN*, Note sur la découverte du trésor d'argenterie antique de Béziers ;

A. *DURAND*, Propositions de datations pour quelques documents du Cartulaire d'Aniane ;

André *SOUTOU*, Le Prieuré et l'église Saint-Étienne de Prunet sur le Causse d'Aumelas ;

M. H. *PRIEUR*, Sociologie d'un quartier de Montpellier au XV^e siècle : le quartier Sainte-Anne ;

M. *VEYSSIERE*, Évocation de Guillaume Briçonnet, évêque de Lodève de 1489 à 1519 ;

R. *GUIRAUD*, Un chirurgien au temps de Louis XIV à Lunel ;

C. *NEGROU*, Délinquance et rapports sociaux d'après le procès de l'ordinaire de Pérols et de Grabels (1618-1741) ;

Alain *DEGAGE*, L'amirauté de Cette de 1691 à 1735, 3^{ème} partie ;

Gilbert *LARGUIER*, Conseil de Ville et pouvoirs en Languedoc à Narbonne (milieu XVI^e-milieu XVII^e siècle) II ;

H. *DE VERGNETTE*, Un drame entre deux familles de Béziers au XVII^e siècle : les Lort de Sérignan et les Gep ;

Henri *MICHEL*, Mireille LAGET ; Mireille Laget, Promis au Royaume ; Bibliographie des travaux de Mireille LAGET ;

G. *BONET*, Documents pour servir à l'histoire du coup d'État du 2 décembre 1851 à Montpellier (Témoignage d'Eugène Guiter) ;

E. *KHAYAD-JIAN*, La question arménienne dans « l'Éclair » de Montpellier ;

F. *ARZALIER*, Trois ans de journalisme militant en Languedoc : Jules Guesde à Montpellier ;

P. *PISTRE*, L'itinéraire singulier d'un franc-maçon : Jean-Jacques Martin (1862-1955) ;

J. *SMETS*, Histoire d'une famille paysanne à travers ses documents privés ;

G. *MERIAN*, Les filatures de soie : naissance d'une architecture ;

Jean-Claude *BARTHEZ*, Siran en Minervois ;

J.-C. *BESSAC*, Le travail traditionnel de la pierre tendre dans la région de Castries ;

P. *LAURENCE*, La facture du hautbois en Languedoc oriental ;

P. *AUSSEL*, La toile de maison ou l'or des Ruffes.

CHRONIQUES :

Henri *MICHEL*, Chronique d'Histoire Moderne (1981-1984) ;

Louis *SECONDY*, L'enseignement secondaire en Languedoc-Roussillon, état de la recherche en 1986 ;

Gérard *BOULADOU*, Vers un regain des recherches sur le maquis ?

NOTES DIVERSES :

A. *MOLINIER*, Jean Bernard Elzière : Histoire des Budos, seigneurs de Budos en Guyenne et de Portes Bertrand en Languedoc ; L'abbaye bénédictine de Saint-Félix-de-Montceau ;

Y. *MANNIEZ*, Les seigneurs de Villeneuve-lès-Béziers, leurs rapports avec l'Albigeois et le Rouergue ;

Jean *SAGNES*, Le mouvement ouvrier dans un département viticole, l'Hérault durant l'entre-deux-guerres ;

G. *GILLAND*, Le pont de Gignac ;

H. *BELUGOU*, Note sur « Contes et légendes en Languedoc » ;

Jean-Claude *RICHARD*, Table des sommaires (1970-1987).